

“MAI 68” DANS LE CONE SUD DE L’AMERIQUE LATINE : “EVENEMENT MONSTRE” OU LUTTE SOCIALE PERIPHERIQUE DE LA JEUNESSE UNIVERSITAIRE ?

STEPHANE BOISARD

**(UNIVERSITE FEDERALE DE TOULOUSE / INSTITUT NATIONAL UNIVERSTAIRE
JEAN-FRANÇOIS CHAMPOLLION / FRAMESPA (UMR 5136))**

L’histoire de l’éducation supérieure en Argentine, au Chili et en Uruguay est étroitement liée à celle de la construction de l’État moderne. À l’aube des indépendances, les élites, héritières du réformisme des Lumières, considèrent les universités comme les institutions capables de résoudre les contradictions entre les États modernes en construction et des sociétés encore proches, selon elles, de l’Ancien Régime. Elles forment des milieux relativement clos et homogènes. Leur mission sociale et politique consiste à former les élites et à articuler formation universitaire et développement national. Elles jouissent en cela d’une légitimité importante auprès d’une classe dirigeante qui, depuis l’État central – ou régional –, établit ses normes de fonctionnement.

Au tournant du XX^e siècle, ces pays connaissent de profondes mutations qui se traduisent par une complexification des sociétés, une démocratisation progressive des États allant de pair avec une demande accrue de contrôle social envers les classes populaires, des changements économiques rapides dus à une intégration croissante dans un marché de plus en plus mondialisé. La diffusion de la culture et du savoir est considérée par les classes moyennes émergentes à la fois comme le fondement de la démocratisation des États et la garantie de sa propre ascension et de mobilité sociale. Celles-ci investissent massivement les universités et les étudiants, qui ont conscience de former une élite responsable de conduire la société, s’organisent alors en centres et fédérations au sein des institutions. Le grand mouvement de réforme universitaire initié à Córdoba en Argentine en 1918 a des répercussions dans tout le continent sud-américain et jusqu’en Espagne¹. Le poids politique que les étudiants acquièrent alors, sans commune mesure avec la réalité démographique, explique l’intérêt des partis politiques qui vont investir les universités à partir de ce moment.

Le modèle d’université, hérité de cette réforme, entre cependant en crise après la Seconde Guerre mondiale. Les raisons sont multiples : massification de l’enseignement supérieur due au boom démographique des années 50 et 60 ; contradictions liées à la professionnalisation des cursus et aux exigences scientifiques de production d’un savoir indépendant et critique ; inadaptation des modes de gouvernement internes ; multiplication de lois au gré des changements de majorités politiques. Dans le contexte international de la guerre froide et de la montée des antagonismes sociaux à l’intérieur de

¹ CÚNEO (1980).

chaque pays, les universités connaissent une phase de politisation et de polarisation intense. Les étudiants deviennent des acteurs centraux de ce processus, qui conduit à une crise des institutions dans la seconde moitié de la décennie 1960. Les partis progressistes et révolutionnaires s’y livrent une bataille féroce. Les secteurs les plus conservateurs y voient des lieux de subversion qu’il convient de réprimer durement. C’est ce que feront les dictatures de sécurité nationale qui se mettent en place dans cette région entre 1966 et 1976. Dans ce contexte, qu’en a-t-il été du Mai 1968 dans le Cône sud de l’Amérique latine ?

À ce sujet, François Dosse écrit dans *La renaissance de l’événement* :

Peu d’événements ont suscité autant de discours que Mai 68. La force de Mai réside sans doute dans cet entrelacement de sens qui rend caduque toute tentative de rabattement de cette énigme sur un système causal unique et mécanique [...]. La première interprétation de Mai met l’accent sur le caractère global du mouvement, tout à la fois sur son caractère molaire et sur sa radicalité².

Certains historiens ont fait des différents “Mai 68” des dates charnières et cherché à déceler dans ces expériences nationales spécifiques des correspondances et des similitudes. Immanuel Wallerstein fait de 1968 un événement central dans la rupture et la remise en cause d’un modèle politique commencé en 1789 et qui prend définitivement fin en 1989 :

Cette révolution était avant tout dirigée contre le système historique dans son ensemble – contre les États-Unis en tant que puissance hégémonique de ce même système, contre les structures économiques et militaires qui en constituaient les principaux piliers. Mais la révolution fut dirigée autant, sinon davantage encore, contre la vieille gauche elle-même – contre les mouvements antisystématisés considérés désormais comme ne l’étant pas suffisamment, contre l’URSS en tant que partenaire fonctionnant en étroite collusion avec son adversaire idéologique ostensible, les États-Unis ; contre les syndicats et les autres organisations de travailleurs qui furent épinglés en tant qu’organes étroitement économistes, défendant surtout en priorité les intérêts des groupes de prestige [...]. En tant que mouvement politique, la révolution mondiale de 1968 n’était guère plus qu’un feu de paille. Elle s’enflamma furieusement et puis, en moins de trois ans, fut plus que cendres [...]. Il n’en reste pas moins que l’impact géoculturel de 1968 a été décisif, car la révolution mondiale de 1968 a marqué la fin d’une ère, l’ère de la centralité automatique du libéralisme, non pas seulement en tant qu’idéologie mondiale dominante mais comme la seule qui puisse revendiquer une rationalité sans compromis et par conséquent dotée de légitimité scientifique³.

² DOSSE (2010), p. 261.

³ WALLERSTEIN (1999), p. 110-111.

Le(s) Mai(s) 68 du Cône sud de l'Amérique latine ont-ils été des "événements monstres", tels que Pierre Nora les a décrits en 1972⁴ ? Et quelle a été leur pertinence heuristique en tant que catalyseur des luttes sociales en Argentine, au Chili et en Uruguay ? À l'instar d'Eric Hobsbawm dans son *Court XX^e siècle*, il est tentant de rapprocher les mouvements de réformes universitaires dans d'autres grandes villes universitaires des pays développés à économie de marché avec ceux des pays dits "du Sud" :

Les mêmes livres (dont très certainement ceux d'Herbert Marcuse en 1968) sortaient presque simultanément dans les librairies pour étudiants de Buenos Aires, de Rome et de Hambourg. Les mêmes touristes de la révolution traversaient des océans et des continents : de Paris à La Havane, São Paulo et la Bolivie [...], les étudiants des dernières années soixante n'eurent aucun mal à reconnaître que ce qui se passait à la Sorbonne, à Berkeley ou à Prague participait d'un seul et même événement, dans le même village global dont nous étions tous les habitants, à en croire le gourou canadien, Marshall McLuhan (autre nom à la mode des années 1960)⁵.

Peut-on cependant considérer que l'Argentine, le Chili et l'Uruguay sont partie prenante de ce grand mouvement international, ce qui impliquerait que les circulations entre la jeunesse du Nord et celle du Sud se fassent sans médiateurs ni réappropriations, en référence directe avec la France, puisque c'est en référence aux événements français que cette date de Mai 68 est restée dans les mémoires collectives ? Et peut-on parler d'un "Mai 68" dans le Cône sud de l'Amérique latine, qui aurait permis le surgissement d'une nouvelle génération ? À partir de l'étude de la réception de cet événement mondial dans la région, on essaiera de mesurer en quoi les luttes étudiantes internationales ont pu avoir un effet d'entraînement générationnel sur la jeunesse de ces trois pays. Une première approche comparative des cas argentin, chilien et uruguayen permettra de s'interroger sur l'existence d'un imaginaire collectif commun à cette jeunesse⁶.

Dans les trois pays mentionnés, l'Argentine est certainement le cas le plus exemplaire, car le coup d'État du général Onganía, qui renverse le gouvernement démocratique en 1966, s'en prend immédiatement aux institutions d'enseignement supérieur. Du fait de ce décalage chronologique, Horacio Tarcus se montre réticent à inscrire le Mai 68 argentin dans la logique des mouvements contestataires qui se développent dans de nombreux pays⁷. En réalité, Horacio Tarcus ne nie pas l'existence d'un 68 argentin, mais il est, selon lui, "plus prolétarien et plébéien que les 68 européens",

⁴ NORA (1972).

⁵ HOBSBAWM (1999), p. 580.

⁶ Pour une approche générale de cette problématique, on pourra se référer aux essais de BOISARD – GONZALEZ – PALIERAKI (2015).

⁷ TARCUS (2008) et TARCUS (2009).

car la révolte argentine, si elle ne peut se comprendre hors de son cadre international, a des racines bien implantées dans les traditions de lutte des travailleurs, des étudiants et des intellectuels argentins. Le “68 argentin” a eu, si l’on peut dire, son propre tempo : il a lieu, en tant qu’explosion sociale, en 1969. L’année 1968 n’en reste pas moins importante, car, en plein régime dictatorial, se constitue au sein du péronisme une Centrale Générale du Travail alternative à la CGT traditionnelle : la CGT des Argentins (CGT-A). La même année se constitue le Mouvement des prêtres pour le Tiers-monde, les artistes rompent avec l’institut Di Tella (qui finance et héberge traditionnellement l’art d’avant-garde argentin). Les étudiants ne sont pas en reste et se mobilisent aussi après deux années de répression, en brandissant comme étendard Santiago Pampillón, étudiant et ouvrier, tué lors de la répression policière qui s’abat sur une manifestation d’étudiants à Córdoba deux mois après le coup d’État de 1966. Pampillón devient le symbole de l’unité entre ouvriers et étudiants : lors du deuxième anniversaire de sa mort, en septembre 1968, la CGT-A et le Front étudiant en lutte lancent une semaine de protestation à Córdoba, elle aussi violemment réprimée. En mars 1969, des étudiants de l’Université de Corrientes déclenchent une grève pour protester contre la privatisation des cantines universitaires. Juan Cabral, étudiant en médecine, est tué par la police à cette occasion, ce qui enclenche des grèves à Buenos Aires, Rosario, Tucumán et Córdoba. C’est dans cette dernière ville que toutes les mobilisations s’embrasent dans une grande révolte populaire, associant ouvriers et étudiants, et connue sous le nom de *Cordobazo*.

Le *Cordobazo* acquiert la même dimension mythique que Mai 68 en France, car il ouvre la possibilité d’un processus révolutionnaire en Argentine, rappelant d’ailleurs un autre Mai, le 25 mai 1810, lorsque face aux expéditions anglaises contre Buenos Aires et devant l’incapacité de la Couronne espagnole de défendre sa vice-royauté, les habitants de la ville destituent le vice-roi et proclament la “première junte”. D’un point de vue argentin, le 68 parisien se déroule entre la mort du *Che* en Bolivie en 1967 et le *Cordobazo*, et il se trouve “en compétition” dans les mémoires avec le cinquantième anniversaire de la Réforme universitaire de Córdoba⁸. Pour toute l’Amérique latine, il se télescope aussi avec le 68 mexicain, celui du Massacre de la place des Trois Cultures, aussi appelé Massacre de Tlatelolco, qui a lieu dans la capitale Mexico. Par ailleurs, il faut signaler qu’à l’instar de ce qui se passe en France, le Mai français ne fait pas l’unanimité en Argentine et qu’il est reçu négativement dans certains milieux. Il existe par exemple dans la culture politique des mouvements péronistes⁹ une véritable fascination pour le gaullisme, incarnation du nationalisme et d’une troisième voie entre l’Union soviétique et les États-Unis d’Amérique. Or, le Mai français (ou du moins, la lecture qu’en proposent les péronistes) est en porte-à-faux par rapport aux valeurs défendues par le péronisme combatif : le Mai français apparaît comme exclusivement étudiant et internationaliste. La jeunesse

⁸ YUSZCZYK (2010).

⁹ CASULLO (1998).

péroniste, à la veille de la fondation des Montoneros, manifeste donc un certain dédain à l'égard du Mai français, au cours duquel la geste estudiantine relègue au second plan la participation ouvrière. Au sein du Parti communiste argentin, les images qui arrivent du Mai français, symptôme de "la maladie infantile du communisme", ne font pas recette non plus. C'est finalement dans le maoïsme et dans le trotskisme que le Mai français est lu de manière plus positive. Pour les maoïstes, il s'agit d'une première étape de la révolution mondiale, qui doit cependant avancer de la périphérie (pays du Tiers-monde, Chine incluse) vers les pays du Centre. Du côté des partisans de la IV^e Internationale, la réception positive s'explique par les liens très étroits qu'entretiennent la Jeunesse communiste révolutionnaire française (JCR) et le Parti révolutionnaire des travailleurs argentin.

Dans le cas de l'Uruguay, 1968 est une année centrale dans la montée des luttes sociales, et les étudiants, sans être les seuls acteurs à occuper la rue, sont au cœur du processus. Selon María Ferraro-Osorio,

en Uruguay, el año 1968 marca profundos cambios en la vida económica, política, sindical y estudiantil. Es un año clave que determinará un antes y un después en la historia del país, es el año de todas las disidencias: políticas, culturales, de costumbres, etc. En primer lugar, se asiste a la implementación de un modelo económico que barrerá definitivamente con el liberalismo batllista, al desarrollo de la lucha estudiantil, a la resistencia de amplios sectores sociales al autoritarismo y sus dramáticas consecuencias, al crecimiento de la movilización obrera, al surgimiento de la actividad armada y la violencia política [...]. Ese año 68 se convertirá entonces en el paradigma de la confrontación de las fuerzas populares con las de las clases conservadoras, confrontación que se irá acrecentando provocando transformaciones profundas en el país, para desembocar, cinco años más tarde, en el golpe de estado¹⁰.

En Uruguay, Mai 68 reste dans les mémoires surtout parce qu'il est le déclencheur d'une répression étatique d'une ampleur jusqu'alors inédite dans ce pays. Dans cette lente dérive autoritaire qui a été qualifiée de "dictature constitutionnelle", le Mai 68 joue un rôle central, car il est possible d'envisager une longue séquence qui mène de la rébellion des étudiants du secondaire au mois de mai, aux occupations des écoles et de l'université de la République au mois de juin, lorsque élèves du secondaire et étudiants réclament au gouvernement des dettes qu'il a contractées envers les différents établissements. Ces manifestations sont l'occasion pour les étudiants de mettre en œuvre de nouvelles formes de luttes, qui s'ajoutent aux manifestations et aux grèves. On peut noter des opérations "coup de poing", des barricades de pneus brûlés, des occupations d'établissements scolaires et l'organisation de cours alternatifs lorsque ceux-ci sont fermés administrativement. Alors que l'intensité des

¹⁰

FERRARO-OSORIO (2009).

manifestations étudiantes diminue, le gouvernement décide l'application de "mesures de sécurité à application immédiate" (*medidas prontas de seguridad*), qui instaurent une sorte d'état d'exception en donnant des moyens de répression très étendus à la police dans un premier temps, puis à l'armée, ensuite, appelée en renfort pour lutter contre le Mouvement de Libération Nationale – Tupamaros. Le 28 juin, le gouvernement annonce le gel des prix et des salaires. En août 1968 se produit alors l'événement central de cette séquence, l'étudiant Liber Arce est tué par la police lors d'une manifestation contre l'entrée des forces de l'ordre dans les bâtiments de l'université. Son enterrement donne lieu à la plus grande manifestation jamais organisée dans les rue de Montevideo. En ce sens, il est donc possible de parler d'un "Mai 68" uruguayen.

Cependant, ce Mai n'est pas le fait des organisations étudiantes. Malgré l'activisme de la Fédération Étudiante Universitaire d'Uruguay, il ne naît pas au sein des universités à partir de revendications étudiantes liées à l'université. Les étudiants ne s'opposent pas non plus fondamentalement aux autorités qui dirigent l'université de la République, autorités qu'ils accompagnent plus ou moins depuis la réforme initiée par la Loi organique de 1958. Dans le contexte de relations de plus en plus tendues entre le pouvoir exécutif et les autorités universitaires, les étudiants apportent le plus souvent leur appui à ces derniers. Si les étudiants n'en sont pas les protagonistes principaux et bien que le Mai uruguayen s'inscrive dans une logique avant tout nationale, Vania Markarian décèle cependant des influences des autres mouvements étudiants à l'échelle mondiale. Sans rien présumer de la réception de ces événements mondiaux en Uruguay au sein des différentes factions de la gauche, elle note :

En la izquierda uruguaya de la época, con una larga tradición de interés por los asuntos internacionales, las noticias y debates sobre las protestas en París, Roma, Berlín o Berkeley funcionaron como puntos de apoyo para construir argumentaciones sobre las simultáneas acciones del estudiantado vernáculo. El semanario *Marcha*, en particular, prestó gran atención a esos sucesos y sus articulistas y lectores los mentaron con frecuencia al analizar la realidad nacional. La cobertura empezó en abril de 1968 con un número especial dedicado a "La rebelión de los jóvenes", con informadas reseñas de reporteros locales sobre los movimientos estudiantiles en Francia, Italia, Alemania y Estados Unidos. Informes de este tipo continuaron en los meses siguientes, siempre destacando el elemento de crítica a la "vieja izquierda" representada en los partidos comunistas y las organizaciones sindicales tradicionales. También publicaron textos de (y análisis sobre) los supuestos referentes ideológicos de la "nueva izquierda": Albert Camus, Noam Chomsky, Paul Goodman, Ernesto Guevara, Régis Debray, Frantz Fanon y Herbert Marcuse, según un artículo del *New York Times* traducido a fines de mayo. En julio salió un número de *Cuadernos de Marcha* dedicado a "Los estudiantes" con extensos textos de intelectuales como Carlos Fuentes, Jean-Paul Sartre, Roger Garaudy, Herbert Marcuse y Raymond Aron y dirigentes estudiantiles como Rudi Dutschke y Daniel Cohn-Bendit, entre otros.

Comme pour l'Argentine et le Chili, le Mai 68 uruguayen n'est pas une parenthèse qui se referme rapidement. Il se prolonge en effet pendant les trois années suivantes, et il est possible d'affirmer que le gouvernement Pacheco n'a pas connu par la suite de répit, la répression gouvernementale ne faisant que nourrir une mobilisation croissante. Dans cette chronologie, cet événement 68 marque une étape importante dans la lutte politique qui conduit le mouvement social en construction depuis l'année 1964 à la création du Frente Amplio, la coalition de la gauche uruguayenne qui participe aux élections présidentielles de 1971. Conçu sur le modèle de l'Unité populaire chilienne, qui a largement inspiré les dirigeants uruguayens, le Frente Amplio reprend à la lettre un document élaboré en 1966 par la CNT, et il peut être considéré en cela comme le point d'orgue des mobilisations sociales. Ana María Buriano Castro s'inscrit dans cette lecture historiographique :

El 68 en Uruguay, un pequeño país austral donde el bien cultivado y acariciado mito de la armonía saltó por los aires ante el potencial dinamizador de estas luchas, en concurrencia con una crisis histórica del sistema predominante. El 68 uruguayo fue un hito de ruptura extremadamente violento, no sólo con la tradición política sino con el imaginario nacional que durante medio siglo fue el basamento del país moderno. Aunque los soportes de ese imaginario habían periclitado una década antes no se había erosionado aún plenamente la representación que los uruguayos teníamos de nuestro país [...]. Finalmente, eso fue el 68 uruguayo. Un cuatrienio en el que se procesó la ruptura de un modelo, la alteración de un ritmo y una dinámica social. Fue también el preludio del horror que sobrevendría¹¹.

Pour comprendre le "Mai" Chili, le sociologue Manuel Antonio Garretón a démontré qu'il fallait parler de plusieurs réformes universitaires qui reflètent autant de relations complexes entre pouvoir, culture et société¹². Il établit une périodisation ternaire à partir des cas de l'Université du Chili, de l'Université catholique de Santiago et de l'Université de Concepción. Ceux-ci illustrent de façon symptomatique le processus de réforme universitaire dans ce pays : d'une part, une avancée substantielle dans la modernisation et la démocratisation des institutions, et, d'autre part, une politisation du processus due au fait que les rapports de force du jeu politique national imposent une logique nouvelle dans l'élaboration des mesures.

Tout d'abord, toutes les universités du pays connaissent une première phase de maturation des projets de réforme entre 1960 et 1967. Divers acteurs participent à son élaboration et, selon les universités,

¹¹ BURIANO CASTRO (2009), p. 130.

¹² Voir GARRETÓN – MARTÍNEZ (1985a) et GARRETÓN – MARTÍNEZ (1985b). Les deux volumes sont disponibles sur le site *Memoria Chilena* : <http://www.memoriachilena.cl/602/w3-article-705.html#documentos>.

ce sont des étudiants ou des autorités universitaires aux mains de secteurs progressistes qui sont une force de proposition et prennent les initiatives nécessaires aux transformations. Puis un deuxième temps de la réforme se déroule entre 1967 et 1970-71, et il est plus ou moins consensuel. Dans certains cas, se produit une véritable rupture si les autorités contestées sont obligées de quitter leur fonction, dans d'autres, une avancée dans les revendications, favorisée par exemple par un changement de majorité favorable aux réformateurs, un changement de direction, etc. Les autorités procèdent à l'application de mesures visant à démocratiser le fonctionnement des universités, à réorganiser les structures pédagogiques et de recherche, à rénover les méthodes pédagogiques et à ouvrir les institutions sur l'extérieur. Passé le moment de confrontation ou de négociation, on assiste en règle générale à une institutionnalisation du processus de réforme qui conduit à un glissement du *leadership* des étudiants et de leurs syndicats au corps enseignant et aux nouvelles structures universitaires chargées de mettre en œuvre les politiques. Ce décrochage est dû soit à une radicalisation d'une partie de la jeunesse, soit à un repositionnement des partis sur la scène politique nationale (implosion du Parti démocrate-chrétien et mise en place de la coalition de l'Unité populaire à l'approche des élections présidentielles de 1970). Enfin, le troisième temps, qui se déroule entre 1970-71 et 1973, selon les institutions, est au mieux un processus de consolidation des processus. Dans la plupart des cas, les questions universitaires, *stricto sensu*, passent au second plan et ne sont souvent plus que des reflets des débats et conflits du jeu politique national. La politisation à outrance des processus de réforme a souvent pour conséquence un *statu quo* dans le processus de réforme universitaire, voire dans certains cas une régression, car toutes les forces en présence se neutralisent.

Pour Gabriel Salazar et Julio Pinto, la génération 68, digne héritière des générations de 1848 et de 1920, est universitaire et politiquement contestataire :

La Universidad engendró, entonces, la generación estudiantil de mayor protagonismo en la historia nacional: la del 68. Con ésta culminó no sólo la presencia pública del movimiento estudiantil, sino también la influencia de la Universidad en la marcha de la sociedad nacional. Y también la de las Ciencias Sociales¹³.

Portée par la démocratisation de la société, cette génération s'assume comme porteuse d'un changement historique. Débordant la révolte de la jeunesse étudiante, la génération 68 abandonne cependant, selon les auteurs, toute prétention à réformer l'État, comme la génération précédente. Elle serait fille de la désillusion du modèle de développement keynésien qui s'enraye dans les années 1950 et de l'État-providence qui ne parvient pas à satisfaire toutes les demandes sociales. Loin de l'image très "politique" qu'en donne Carlos Huneeus, ce serait aussi une génération qui renonce à la "carrière

¹³

SALAZAR – PINTO (2002), p. 110.

politique” et préférerait marcher main dans la main avec les mouvements sociaux, en occupant les terrains agricoles inexploités ou les usines mal gérées. Gabriel Salazar et Julio Pinto expliquent cette évolution par le fait que cette génération vit dans une époque de la démesure :

Los jóvenes de la generación del ‘68 vivieron una peculiaridad histórica: crecieron rodeados de *gigantescas estructuras económicas, políticas e ideológicas*: empresas multinacionales, Estados Burocráticos, confederaciones sindicales, bloques de países, imperialismos, sistemas mundiales de control monetario o comercial, planificaciones estratégicas, ejércitos con cohetes intercontinentales, grandes teorías ideologizadas, etc. Moles que se alineaban, además, en dos enormes bloques político-militares que vivían en perpetua Guerra Fría [...]. Por eso, la generación del ‘68 se sintió compelida a ser, en ese escenario, un *gigante moral*. Un ejemplo de consecuencia. Y tuvo modelos a la mano: Ernesto Che Guevara, el pueblo vietnamita, etc.¹⁴

Malgré cette sensibilité, propre à la décennie 1960, il conviendrait de s’interroger sur l’hétérogénéité de la génération 68 et sur sa composition réelle, ce que ne font à aucun moment les auteurs de cette *Histoire du Chili*. Il ne s’agit pas de chercher ici à polémiquer, mais on peut toutefois affirmer que, pour cette “génération 68”, le Mai 68 français n’a eu qu’une faible résonance parmi les étudiants. Une première raison évidente tient à la chronologie. Le mouvement étudiant a débuté presque une année auparavant : le 11 août 1967, avec l’occupation de l’Université catholique de Santiago, est l’équivalent du Mouvement du 22 mars (1968) en France. Les étudiants de l’Université catholique de Valparaiso, de leur côté, sont déjà en grève depuis cinquante jours à cette date. De même, à l’Université de Concepción, la Faculté de Pharmacie appelle à une première grève dès 1966, puis à une seconde en mai 1967 et en septembre 1967. De ce fait, le sociologue Patricio Donner n’hésite pas à faire de l’année 1967 l’année des étudiants : “L’événement le plus spectaculaire de l’année est certainement la révolte étudiante commencée en août, événement qui lancera le processus de réforme universitaire dans notre pays. À notre avis, il s’agit du fait qui marque le plus l’année 1967. 1967 est l’année des étudiants¹⁵”.

Malgré cette antériorité chronologique, la surprise et le coup de semonce que représente l’occupation du siège central de l’Université catholique de Santiago présentent une similitude avec les événements français ultérieurs. Ce sont en effet deux piliers conservateurs qui sont ébranlés : la “France qui s’ennuie” et ce vieux général patriarche défié par les jeunes du Quartier latin et de Nanterre d’un côté, les secteurs catholiques traditionalistes chiliens qui contrôlent l’université depuis sa création à la fin du XIX^e siècle, de l’autre. Or, l’audace des étudiants chiliens ne se limite pas aux seules autorités

¹⁴ SALAZAR – PINTO (2002), p. 129-130.

¹⁵ DONNER (1984), p. 105.

catholiques, car ils s'en prennent aussi au quotidien *El Mercurio*. En effet, les événements de l'Université catholique de Santiago sont largement amplifiés par la presse de droite afin de discréditer le mouvement. En ce qui concerne notamment la participation d'activistes de gauche dans l'occupation des locaux, le journal *El Mercurio* se lance dans une bataille féroce contre les étudiants réformateurs, qui accusent en retour le journal de mentir. Une banderole étendue sur le frontispice du campus central de l'Université catholique, portant l'inscription "Chilenos, *El Mercurio* miente", crée un profond émoi dans l'opinion publique chilienne. Doyen de la presse chilienne, *El Mercurio* jouit d'une grande réputation dans la société. Les étudiants réformateurs s'attaquent donc à un symbole. Le psychiatre et dramaturge Marco Antonio de la Parra se souvient à ce sujet :

Hay que pensar lo que es *El Mercurio* en Chile. Vox dei, por lo menos. La referencia fundamental de la conciencia ciudadana. Contra él o a favor [...], *El Mercurio* era La Razón de Chile, El pensamiento Ilustrado, La Convicción [...]. Decir que *El Mercurio* mentía era como decir que Chile era imaginario [...]. En pleno centro, en pleno corazón de la ciudad, en la Universidad católica, a pocas cuadras de la Universidad de Chile, tal vez el posible baluarte del pensamiento laico, los jóvenes, esa generación señalada por los hados, acusaban a la tribuna mayor del día a día chileno, el gran generador de opinión, la conciencia pública nacional, de ser un mentiroso. Era feroz. Era exquisito. Era como abofetear al padre, como levantarse en medio del almuerzo del domingo, como irse de la casa mental de Chile¹⁶.

Le Mai parisien arrive donc tardivement pour faire des étudiants le centre d'attention de la vie politique au Chili. Comme dans le cas de l'Argentine, il ne suscite d'ailleurs pas d'enthousiasme particulier dans la gauche chilienne. Du côté des socialistes, faut-il le rappeler, depuis le Congrès de Chillán en 1967, le parti a abandonné officiellement la voie électorale pour le langage des armes, entraînant une radicalisation très forte en son sein. Le PS est emporté par une volonté de rupture et s'oppose ainsi à la ligne communiste qui privilégie les alliances avec le centre. Le Mai français, en regard, paraît bien fade. Du côté du Parti communiste, on retrouve les mêmes critiques qu'en France ou qu'en Argentine. Dans les articles et les documents émanant des Jeunesses Communistes (JJCC), comme dans ceux du MIR, "Mai 68" n'est pas une référence positive, ni une source d'inspiration : il est souvent vu comme un mouvement spontanéiste "gauchiste" ou "petit-bourgeois", selon les interprétations¹⁷.

À cet égard, la lutte du "David vietnamien" contre le "Goliath impérialiste américain" est davantage porteuse dans l'imaginaire collectif des gauches. À titre d'exemple, on peut mentionner la marche entre Valparaiso et Santiago organisée par les Jeunesses communistes, du 6 au 11 septembre 1969,

¹⁶ DE LA PARRA (1997), p. 77.

¹⁷ PALIERAKI (2009), p. 282.

qui mobilise plus de 80 000 jeunes militants. C'est à cette occasion qu'est fondée la Brigade Ramona Parra, chargée de préparer l'avancée du cortège en peignant des slogans tout le long du passage, sur lesquels on peut lire des messages comme "Por Vietnam", "Por un Arte para la Revolución", "Vietnam seguro, al yanqui dale duro"¹⁸.

Il y a certainement un point sur lequel la vision proposée par l'*Histoire du Chili* coordonnée par Julio Pinto et Gabriel Salazar est d'une cruelle justesse : c'est celui de la défaite physique et intellectuelle de cette génération 68. Et cette défaite ne concerne pas que le Chili, mais aussi ses voisins du Cône sud de l'Amérique latine ; avec cependant, dans le cas du Chili, une singularité : la jeunesse, à la différence d'une partie de la jeunesse uruguayenne ou argentine, n'y a pas pris les armes. En effet, dans ce pays, cette génération 68 qui parle de façon théorique de la lutte armée – du moins pour une partie d'entre elle – n'a jamais entrepris la moindre campagne belliqueuse. En revanche, c'est la génération qui a le plus souffert du terrorisme d'État et de la guerre :

El problema fue que los jóvenes del '68 recibieron todo el peso de una revancha política llevada a cabo como campaña militar, perpetrada por un Ejército que con ridícula seriedad creyó hallarse en medio de una guerra formal ("sucia") con el "enemigo interno" (civil) que le tocó en suerte. Por esto, *la experiencia de "guerra" para la mayoría de los jóvenes extremistas del '68 fue, más que nada, una experiencia de prisión, tortura y muerte (o sea, peor que una víctima de "guerra") más bien que una experiencia real de combate*. En este sentido, la generación del '68 trazó un caso único en la historia de Chile, no sólo porque vivió la guerra como *víctima* y no como combate, sino porque, precisamente por eso, el desenlace de la "guerra" no fue sólo la Constitución de 1980 (trofeo de guerra de los vencedores) *sino también la irrupción histórica de los Derechos Humanos* (que aseguró victorias para después de la muerte, como el Cid Campeador)¹⁹.

Ironie de l'histoire, donc, pour cette génération qui s'est passionnée pour les idées et les idéaux, mais qui a payé le plus lourd tribut intellectuel à ses opposants politiques dans l'histoire de ce pays.

En guise de conclusion, il est possible de repartir de l'hypothèse développée par Mariano Millán dans son étude des réformes universitaires argentine et chilienne²⁰. Il existe, selon lui, un rapport étroit entre les processus politiques et les mouvements étudiants. En Argentine, le système politique se délite du fait de gouvernements *de facto* (non démocratiques) qui se succèdent à partir des années 1930, puis des proscriptions électorales de certains partis ou organisations liés au péronisme après 1955 et de la crise de légitimité des partis politiques qui en découle. Les choix de programmes

¹⁸ ARAYA (2008).

¹⁹ SALAZAR – PINTO (2002), p. 133.

²⁰ MILLÁN (2013).

économiques résolument tournés vers une plus grande intégration au système capitaliste et de mesures ultra-sécuritaires prises de la défense hémisphérique imposée par la guerre froide ont créé, dans ce pays, les conditions de l'émergence de projets autoritaires (coups d'État de 1955, 1962 et 1966). Cette rigidité du système politique et la montée de l'autoritarisme ont eu pour conséquence une radicalisation des revendications étudiantes et leur imbrication dans les autres luttes sociales, d'où l'idée d'un "Mai 68" plus prolétarien pris dans une longue dynamique de luttes sociales. Indépendamment de l'influence précoce incontestable de la Révolution cubaine et du guerillero argentin, Ernesto Guevara, sur la jeunesse argentine, il est évident que le coup d'État de 1966, avec la violente répression du monde universitaire (la *Noche de los bastones largos*), l'interdiction des organismes de représentation étudiante, le changement des autorités universitaires en désaccord avec le gouvernement ont poussé le mouvement étudiant dans une opposition violente au régime.

Au premier abord, le cas de Chili apparaît opposé à celui de l'Argentine. Sans nier l'absence de véritable démocratie qui empêche une représentation équitable des travailleurs du monde rural et la répression du mouvement ouvrier ou du Parti communiste interdit entre 1948 et 1957, ce pays semble progresser vers des institutions de plus en plus démocratiques, qui permettent l'élection en 1964 du démocrate-chrétien réformiste, Eduardo Frei, puis celle de Salvador Allende à la tête d'une coalition de partis se reconnaissant pour la plupart comme marxistes. Les mutations profondes de la "révolution dans la liberté" du Parti démocrate-chrétien et de la "voie chilienne vers le socialisme" montrent la stabilité des institutions politiques de ce pays qui ne cèdent qu'au bout de trois années de gouvernement de l'Unité Populaire. Ce fait n'aurait pas été envisageable dans aucun autre pays latino-américain de l'époque. Marino Millán résume ainsi le cas chilien : "Chile fue, hasta 1973, muy diferente de Argentina, pues en aquel país el sistema de partidos se presentaba como flexible y en proceso de ampliación, variables que junto a otras, como mostraremos, sientan condiciones para el desarrollo institucional de los reclamos estudiantiles²¹".

Cette situation chilienne explique pourquoi c'est dans ce pays, où existent des institutions démocratiques, que le processus de réforme universitaire est le plus abouti. Celui-ci ne débouche pas comme en Argentine ou en Uruguay sur la naissance de mouvements armés ou de guérillas, mais sur des nouveaux partis politiques comme le *Movimiento de la Izquierda Revolucionaria* (MIR), le MAPU ou à droite de l'échiquier politique, le *Movimiento Gremial* (antichambre de l'actuel parti de droite *Unión Demócrata Independiente*)²². Cela est aussi dû à la forte implication des partis politiques dans ce processus de réforme universitaire, impulsée dans un premier temps par les démocrates-chrétiens et leur relais dans les universités catholiques et à l'Université du Chili. En cela, le Mai 68 n'existe pas réellement, car les temps forts de l'action des étudiants se situent en amont (avec un point

²¹ MILLÁN (2013), p. 33.

²² BOISARD – PALIERAKI (2013).

d'orgue en juillet 1967 avec l'occupation de l'Université catholique de Santiago du Chili). En 1968, la radicalisation du mouvement étudiant n'a plus de rapport direct avec la réforme universitaire en cours.

L'Uruguay se trouve dans une situation intermédiaire entre l'autoritarisme récurrent de l'Argentine et la démocratisation progressive de la société chilienne. En effet, le système bi-partisan qui naît au début du XX^e siècle permet de stabiliser les institutions et de garantir une démocratisation des institutions et de la vie politique pendant cinquante années. Si l'on excepte les deux coups d'État de 1933 et 1942, l'Université de la République reçoit les soutiens, plus ou moins marqués, de tous les gouvernements *colorados* qui se succèdent jusqu'en 1958. Cela aboutit à une loi de modernisation de l'institution (la Loi Organique de 1958) jugée positive dans son ensemble par les différents acteurs, même si les étudiants auraient souhaité des avancées plus ambitieuses. À partir de cette date, les relations entre la communauté universitaire et l'exécutif commencent à se tendre jusqu'à arriver au point de rupture en 1967. En effet, face à une montée des mouvements sociaux et aux actions de la guérilla des Tupamaros, le gouvernement Pacheco fait voter en 1968 des lois d'exception qui permettent de réprimer très durement les protestataires. Les étudiants se trouvent en première ligne à cette date, ce qui explique certainement pourquoi c'est dans ce pays que les échos d'un Mai 68 mondial semblent le plus en résonance avec la situation de la jeunesse. Les étudiants paient leur activisme de plusieurs morts par balle entre 1968 et 1973. Le degré de conflictivité entre les forces de l'ordre et l'armée sous le commandement de l'exécutif et les mouvements sociaux auxquelles participent les étudiants rappellent dans une moindre mesure la situation argentine. Elle explique, en partie, les particularités du processus de réforme universitaire uruguayen : engagement de certains étudiants radicalisés dans la lutte armée, paralysie du processus de réformes avant son abandon total lors du coup d'État de 1973, l'Université de la République devenant pendant les six premiers mois de la dictature un haut lieu de la résistance au pouvoir autoritaire en place. En cela, il est possible de dire que le Mai 68 uruguayen est le début d'un processus de lutte sociale qui va *crescendo* tout au long des quatre années suivantes jusqu'au dénouement tragique du coup d'État.

À l'issue de cette étude sur les réceptions d'un "Mai 68 mondialisé" dans les pays du Cône sud de l'Amérique latine, un constat s'impose : il n'existe pas d'interprétation historique d'ensemble des processus de réforme universitaire des années 1960 et des mouvements étudiants dans les pays du Cône sud de l'Amérique latine. Malgré la simultanéité et les similitudes des mouvements, la perspective comparatiste n'a pas, non plus, été privilégiée dans les recherches récentes, les derniers travaux de ce genre remontant aux années 1970. La bibliographie ancienne est souvent dominée par les ouvrages d'auteurs qui, pour la plupart, ont été eux-mêmes acteurs de la réforme et dont l'interprétation est conditionnée par leur propre rôle ou leur affiliation partisane d'alors. Dans le contexte d'extrême polarisation des années 1960, la nature partisane de ces études a souvent comme

corolaire l' "oubli" systématique d'une partie des acteurs de la réforme. En effet, sont exclus ceux qui ont rapidement été submergés par la sur-politisation de l'université et qui n'ont pas produit de textes sur leur propre conception du processus de réforme. Le manque de sources sur cette minorité silencieuse est un obstacle pour une connaissance exhaustive des processus de réforme. De même, les réformes n'ont jamais – ou très rarement – été abordées sous l'angle institutionnel ou administratif à partir des archives des universités ou de leurs dirigeants. Autant de chantiers à venir pour cette histoire encore en friche, mais prometteuse, car elle permettra de mettre en évidence les processus circulatoires d'idées et de pratiques sociales à l'échelle planétaire.

Références bibliographiques

- ARAYA, Pedro (2008), "El Mercurio Miente (1967): siete notas sobre escrituras expuestas", *Revista Austral de Ciencias Sociales* 14, pp. 157-171.
- BOISARD, Stéphane, GONZALEZ, Cecilia, PALIERAKI, Eugénia (2015), *Mobilisations sociales et effervescences révolutionnaires dans le Cône sud (1964-1976)*, Paris, CNED – PUF.
- BOISARD, Stéphane, PALIERAKI, Eugénia (2013), "¿Una juventud revolucionaria? Miristas y gremialistas en el Chile de la Revolución en Libertad", en ALEMÁN, González, PALIERAKI, Eugénia (eds.), *Revoluciones Imaginadas. Itinerarios de la idea revolucionaria en América Latina Contemporánea*, Santiago de Chile, Ril Editores, pp. 123-151.
- BURIANO CASTRO, Ana María (2009), "Uruguay 1968: una nueva mirada histórica cuarenta años después", *Historia Actual Online* 19, pp. 129-138.
- CASULLO, Nicolás (1998), *París 68. Las escrituras, el recuerdo y el olvido*, Buenos Aires, Manantial.
- CÚNEO, Dardo (1980), *La reforma universitaria (1918-1930)*, Caracas, Ed. Biblioteca Ayacucho.
- DE LA PARRA, Marco Antonio (1997), *La mala memoria. Historia personal de Chile contemporáneo*, Santiago de Chile, Editorial Planeta.
- DONNER, Patricio (1984), *Cambios sociales y conflicto político. El conflicto político nacional durante el gobierno de Eduardo Frei (1964-1970)*, Santiago de Chile, Ed. CPU.
- DOSSE, François (2010), *La renaissance de l'événement. Un défi pour l'historien : entre sphinx et phénix*, Paris, PUF.
- FERRARO-OSORIO, María (2009), "En 1968 la mayoría de los uruguayos fuimos jóvenes: o la entrada en disidencia de una generación", *Nuevo Mundo Mundos Nuevos – Colloques 2009* [en ligne : <https://nuevomundo.revues.org/56227>].
- GARRETÓN, Manuel Antonio, MARTÍNEZ, Javier (1985a), *La reforma en la Universidad Católica de Chile* (col. *Biblioteca del Movimiento Estudiantil*, vol. II), Santiago de Chile, Ediciones SUR.
- GARRETÓN, Manuel Antonio, MARTÍNEZ, Javier (1985b), *La reforma en la Universidad de*

- Chile e* (col. *Biblioteca del Movimiento Estudiantil*, vol. III), Santiago de Chile, Ediciones SUR.
- HOBBSAWM, Eric (1999), *L'Âge des extrêmes : le court XX^e siècle 1914-1991*, Paris, Le Monde diplomatique – Éditions Complexe.
- MILLÁN, Mariano (2013), “Estudiantes y Política en Argentina y Chile (1966-1973)”, *Revista Izquierdas* 16, pp. 31-54.
- NORA, Pierre (1972), “L'événement monstre”, *Communications*, 18/1, pp. 162-172.
- PALIERAKI, Eugénia (2009), *Histoire critique de la “nouvelle gauche” latino-américaine. Le Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR) dans le Chili des années 1960* (thèse de doctorat, Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne, Pontificia Universidad Católica de Chile).
- SALAZAR, Gabriel, PINTO, Julio (2002), *Historia contemporánea de Chile. Vol. V : Niñez y juventud*, Santiago de Chile, LOM Ediciones.
- TARCUS, Horacio (2009), “Le ‘Mai argentin’ des lectures de la nouvelle gauche jusqu’au Cordobazo”, *Matériaux pour l’histoire de notre temps* 94/2, pp. 85-92.
- TARCUS, Horacio (2008), “El Mayo argentino”, *Observatorio Social de América Latina* 24, pp. 161-180.
- WALLERSTEIN, Immanuel (1999), *L'Après-libéralisme : essai sur un système-monde à réinventer*, Paris, Éditions de l'Aube.
- YUSZCZYK, Erica (2010), “Los juniors de los ‘60: Homenajes a la Reforma Córdoba, 1955-1968”, en BUCHBINDER, Pablo, CALIFA, Juan S., MILLÁN, Mariano (eds.), *Apuntes sobre la formación del movimiento estudiantil argentino*, Buenos Aires, Editorial Final Abierto, pp. 81-130.